

leur ficelle d'engorgement, pour emprunter un dollar à la banque, doivent se lever." Savez-vous que tous ceux qui étaient présents se sont levés, tous sans exception? Il y avait là un de mes beaux-frères dont je croyais connaître la position financière. Après l'assemblée, je suis allé lui demander: "Possédant des biens comme vous en possédez, pourquoi vous êtes-vous levé? Qu'est-ce que cela signifie?" Il m'a répondu: "Vous ne connaissez pas du tout ma situation. Je suis allé à la banque, l'autre jour, et n'ai pu emprunter que \$40." Or voici quelle est la situation de cet homme. Il possède dix quarts de section de terre défrichée; trente chevaux belges, les plus beaux qu'on puisse voir; une batteuse; cinq bonnes lieues; une grange de 120 pieds de long qui a coûté plus de \$5,000, et des dépendances à l'avenant. Ce n'est pas un de ces cultivateurs qui ne s'occupent que de la culture du grain; il possède aussi un bon troupeau de vaches. Il m'a dit: "A quoi bon retourner sur ma ferme, puisque je ne puis pas emprunter \$40?" Je lui ai demandé s'il devait quelque chose à la banque. Il m'a répondu qu'il devait environ \$2,200 à la banque. La grange seule avait coûté plus de \$5,000, et je ne parle pas de la terre; il y avait sur sa ferme une récolte de blé qui attendait les lieues; et cependant la banque craignait de lui avancer de l'argent. Le gérant disait qu'il lui fallait consulter le bureau principal. Ces gérants de succursale de banque sont excessivement craintifs; ils refusent aujourd'hui de prêter de l'argent aux gens les mieux vus du pays. Je dis qu'il est temps de faire une enquête.

Une autre résolution, proposée par A. Currie, appuyée par A. Kirch, se lit comme suit:

Qu'on pratique l'inflation monétaire au Canada pour donner à la monnaie canadienne une valeur au pair de la livre anglaise ou moindre.

Telle était le sentiment de notre assemblée de plus de deux cents cultivateurs. Ils nous ont dit: "Nous ne pouvons nous maintenir ainsi; nous sommes incapables de vivre en vendant notre blé à ce prix; il faut que vous fassiez quelque chose." Je dis donc que, si nous n'obtenons pas de bons résultats de la conférence économique mondiale, nous devons pratiquer l'inflation. N'oublions pas que notre blé est supérieur au blé australien, et cependant les Australiens vendent leur blé plus cher, — en argent australien, j'entends, — bien que le nôtre soit d'une qualité supérieure et doit naturellement avoir la préférence sur le marché.

Voici une autre résolution proposée par Dennis Pattison et appuyée par A. Kirch:

Que les banques soient nationalisées et qu'on adopte une monnaie dirigée.

[M. Loucks.]

Je ne crois pas que la chose soit bien grave. En voici une autre qui va probablement mécontenter certains membres de la Chambre. Elle est proposée par A. Currie et appuyée par J. Durham. Elle est ainsi conçue:

Que les producteurs de blé reçoivent \$1.35 le boisseau pour le blé moulu pour consommation au Canada.

Je ne crois pas qu'il y ait quoi que ce soit de bien horrible là-dedans. Nous pourrions très bien payer aux cultivateurs de l'Ouest canadien \$1.35 le boisseau pour le blé que nous consommons dans notre pays. Je ne crois pas que le prix du pain ait à en souffrir, car je crois qu'il n'en serait pas du tout modifié. Une personne qui demeure à Montréal m'a dit n'avoir jamais payé moins de 10 cents pour son pain. S'il en est ainsi, croyez-vous que la différence serait bien grande si le prix du blé était porté à \$1.35? L'avantage que nous en retirerions se mesurerait à 40 ou 50 millions de boisseaux. Je ne crois pas que le Canada en souffre, ni que le prix du pain en soit modifié. Ces gens ne demandaient pas une réforme radicale. J'ai soumis cette résolution au ministre de l'Agriculture (M. Weir) quand elle me fut d'abord adressée...

M. HOWARD: Qu'a-t-il dit?

M. LOUCKS: Il n'a pas pu approuver la résolution dans sa forme actuelle.

L'hon. M. MOTHERWELL: A-t-il fait quelque chose dans ce sens?

M. LOUCKS: Il est lui-même un cultivateur de l'Ouest et il connaît nos besoins. Nous savons bien quelle sorte de critiques nous venaient de votre côté, mais ces critiques se font plus rares aujourd'hui. Les manufacturiers veulent obtenir des subventions, mais l'on semble se convaincre assez généralement aujourd'hui que le manufacturier et l'homme de profession libérale ne peuvent réussir si le cultivateur ne réussit pas lui-même. J'ai parlé de la chose à des avocats et à des médecins et tous sont convaincus qu'ils ne seront prospères que lorsque les cultivateurs auront de l'argent.

L'autre jour, mon honorable ami a dit que les produits de la seule province de la Saskatchewan représentaient la somme de 6 milliards de dollars. Vous ne connaissiez pas ici les difficultés de ce marasme quand nous vous expédions des millions et des millions de boisseaux de blé et quand nous vous envoyions notre argent, — pas seulement des millions comme l'a dit le premier ministre, mais des billions à la fois. Le manufacturier se tirait alors très bien d'affaires. Je sais qu'on nous a reproché d'être prodigues, mais je vous avoue que je n'estime pas beaucoup le thésauriseur. C'est celui qui